

# *Tribune socialiste*

N° 330 / 1<sup>er</sup> JUIN 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



## La paix au Moyen-Orient

Edouard Depreux

## Ouvrières et patrons

Geneviève Rocard

## La nation de l'apartheid

Alain Echegut

## V<sup>e</sup> Congrès Tribunes libres

## Si vous êtes un éleveur

Jean-Lucien Aguié





## □ La semaine

**B**ien sûr on pourrait parler d'autre chose ! Et pourtant le dramatique incendie qui a ravagé cette semaine un grand magasin belge retient notre attention.

Fébrilité, fragilité de notre société moderne, nous en avons chaque jour des preuves politiques innombrables. Ce n'est pas une raison pour ignorer le spectacle de ces désolantes catastrophes où l'on ne peut voir que le signe d'une fatalité ou la banalité du fait divers.

Il y a quelque temps, Florence, ville d'art, était paralysée par la boue et les crues. L'Italie, nation avancée, avait oublié les pioches et les pelles ! Plus proche encore de nous, la « marée noire ». La France, dont la renommée n'est plus à faire, regardait le pétrole échappé d'une épave, dévorer le sable des plages, ronger faune et flore.

Et hier, la Belgique : un magasin brûle en quelques minutes, plusieurs centaines de personnes périssent, les moyens ont manqué, l'on n'avait pas prévu ceci, ni prévu cela. L'on accuse sans preuves des militants opposés à la guerre du Vietnam, comme si les carences étaient à mettre sur le dos de l'anti-américanisme. En vérité l'on était démuni, prenant soudain conscience que notre civilisation bâtie à toute vitesse, mue par l'instinct de confort et de profits rapides, ne songeait plus à la sécurité des siens.

Le feu connais pas, l'air pollué non plus, pas plus la sécurité de la circulation. Une épidémie de grippe pourrait aliter la moitié de Paris en quelques heures, etc.

Alors se demande-t-on, ne faut-il pas prévoir de protéger l'activité des hommes d'aujourd'hui ! Il est vrai que sauver des vies humaines, cela ne rapporte rien, au contraire même c'est l'occasion de dépenses...

Certains iront jusqu'à mettre en doute le progrès (cf. page 4) ; d'autres l'organisation sociale de notre existence. Nous sommes de ceux-là. □

### Revue internationale du socialisme

N° 20 - Avril 1967

Directeur : Lelio Basso.

Au sommaire :

- Manuel Bridier : « Elections et perspectives pour la gauche. »
  - L'Espagne, c'est l'Europe.
  - Ramon Bulnes : « Les dangers de l'intégration. »
  - José Ramon Recalbe : « Les nationalités en Espagne. »
  - Albert Detraz et André Barjonet « La grève de février. »
  - Vittorio Foa « Syndicats et plan. »
- Rédaction et administration : 21, via della Mercede, Rome.

Diffusion en France : E.D.I., 29, rue Descartes, Paris V° - C.C.P. E.D.I. 18462.71.

Prix du numéro : 4 F.

## □ Syndicalisme de l'Est et de l'Ouest

**L**a Tribune des Cheminots, organe des cheminots C.G.T. rend compte d'une rencontre de syndicalistes du rail qui s'est tenue récemment à Budapest. Cette rencontre, consacrée aux conséquences sociales de l'automatisation et de la modernisation dans les chemins de fer, réunissait les représentants de huit organisations affiliées à la C.I.S.L. (Norvège, Suède, Autriche, Grande-Bretagne, Australie, Japon, Belgique, Italie), de neuf organisations affiliées à la F.S.M. (Italie, France, Pologne, U.R.S.S., Hongrie, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie, Bulgarie) et du Syndicat des cheminots Yougoslaves non affilié internationalement.

Les participants ont été unanimes pour réclamer de plus larges droits pour les syndicats en ce qui concerne l'examen des conséquences sociales avant toute introduction du progrès technique. Ils ont insisté également sur la nécessité de revendiquer une diminution du temps de travail, l'allongement des congés, la réadaptation professionnelle aux frais de l'entreprise.

Cette conférence internationale, qui sera suivie d'autres contacts entre syndicalistes d'obédience différente, témoigne d'une évolution liée à l'atténuation de la guerre froide. Elle traduit aussi le souci d'un certain nombre d'organisations membres de la C.I.S.L. de s'éloigner des positions anti-communistes des syndicats américains, alors même qu'une crise éclate au sein de ceux-ci (démission de Walber Reuther de l'Exécutif de l'A.F.L.-C.I.O.) et que des révélations se font jour sur la participation de la C.I.A. au financement des « activités internationales » desdits syndicats.

Sans doute une hirondelle ne fait pas le printemps et le rôle des syndicats demeure assez différent à l'Est et à l'Ouest. Il reste, comme l'a déclaré à Budapest le président d'une organisation adhérente à la C.I.S.L., que la scission syndicale ne peut être considérée « comme un fait irréversible. »

## □ F. O. : Fonds de solidarité et de grève

**A**près la C.F.D.T., le Comité confédéral national de Force Ouvrière vient de mettre au point la constitution d'un fonds de solidarité et de grève dont le principe avait été décidé par le dernier congrès confédéral.

Le fonds sera alimenté par une contribution de 0,10 F payée à raison de 0,05 sur le demi-timbre U.D. et de 0,05 sur le demi-timbre fédéral. Les aides seront collectives en cas de grève et réservées aux adhérents de la Confédération. Les demandes seront présentées par les syndicats de base et accompagnées de l'avis de la Fédération et de l'Union Départementale concernées.

Au cours de son rapport présenté devant le C.C.N. le secrétaire général André Bergeron a repoussé toute idée d'un rapprochement avec la C.G.T. La question se pose toutefois de savoir si F.O. maintiendra les contacts noués avant le 17 mai avec la C.F.D.T., laquelle n'entend pas dénoncer son accord avec la C.G.T. malgré la démission de son président Georges Levard. □

## □ Livre : Pour une convention collective européenne

**L**e récent congrès de la Fédération du Livre C.G.T. a mis l'accent sur la nécessité de garantir l'emploi et les ressources des anciens du livre (pour la plupart affiliés à cette organisation).

Le congrès a estimé que le recyclage des travailleurs touchés par la modernisation devait être à la charge des employeurs. Il a préconisé également l'étude de la pré-retraite dans le cadre du Fonds national de l'emploi, la possibilité d'un abaissement général de la retraite et une réduction de la durée du travail.

Par ailleurs, la Fédération propose aux organisations sœurs de préparer une convention collective européenne sur les bases les plus avantageuses, après avoir dressé un état des salaires, des avantages sociaux et des droits syndicaux dans les six pays du Marché commun. Un exemple à suivre.

A noter la présence au congrès des représentants de syndicats affiliés à la C.I.S.L. (Anglais, Belges, Danois) et à la F.S.M. (Italiens, Hongrois, Soviétiques). □

## Mise au point

L'article sur la « Décolonisation du Languedoc-Roussillon » paru dans le numéro 328 de « T.S. » a été rédigé par Marcel Kergomard et non par Jacques Compère.

### Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Harris Puisais

Directeurs adjoints  
Gérard Constant  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction  
Claude Glayman

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Publicité littéraire :  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6°

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

## Journée d'Etude dans l'Ain

La Fédération de l'Ain du P.S.U. organise une journée d'étude sur les problèmes de la Santé à la « Maison familiale de vacances » de Journans (15 m S.E. de Bourg) qui sera animée par le docteur D. Hollard, professeur à la faculté de médecine de Grenoble.

Renseignements complémentaires et inscriptions : H. Taponard - 01 - Coligny.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15°).



## Editorial

# Un impératif humain : la paix au Moyen-Orient

Edouard Depreux

L'incompréhensible précipitation avec laquelle U-Thant, souvent mieux inspiré, a retiré ses casques bleus, a gravement accru la tension au Moyen-Orient. Tout doit être mis en œuvre pour éviter une guerre qui ne résoudrait rien sur le plan local et risquerait de dégénérer en conflit général.

Il se trouve, à la suite de circonstances sur lesquelles on pourrait épiloguer longuement, que l'U.R.S.S. soutient les pays arabes et que les U.S.A. soutiennent Israël. Il serait simpliste d'en déduire qu'il existe, à l'état chimiquement pur, un camp de l'impérialisme de la guerre dans lequel figurent les U.S.A. et Israël, et un camp du socialisme et de la paix comprenant l'U.R.S.S. et les pays arabes, du moins ceux qui sont républicains et progressistes (où donc se situent aujourd'hui les monarchistes réactionnaires ?). La réalité est beaucoup plus nuancée. Nous nous sommes toujours efforcés, pour

notre part, de nouer des contacts avec tous les socialistes. Nous sommes en désaccord avec la droite israélienne, comme avec toutes les forces de droite dans le monde ; mais nous avons invité à notre Congrès de Genevilliers les représentants de la gauche authentique de ce pays, comme ceux des partis arabes qui se réclament du socialisme, notamment en Syrie et dans la R.A.U. Nous avons donné la parole aux uns et aux autres. A tous nous avons tenu le même langage en leur indiquant notre volonté de travailler inlassablement à un accord.

Il est bien évident que « les choses étant ce qu'elles sont », on ne peut mieux faire aujourd'hui, pour éviter le pire, que de maintenir un *statu quo*, dont Jules Humbert-Droz, dans une de ses chroniques de la "Sentinelle" de La Chaux de Fonds que je lis toujours avec un vif intérêt, dénonce justement les imperfections.

Or, le *statu quo* c'est à la fois la fin de la prolifération des raids de commandos et des repréailles et la libre circulation des navires de toutes nationalités dans le détroit de Tiran. C'est dans une atmosphère apaisée qu'on devra s'attaquer à l'irritant problème des réfugiés et du respect du droit de toutes les minorités.

L'impérialisme américain salit certes tout ce qu'il touche. Ceux qui flétrissent avec la vigueur qui convient son agression au Vietnam, en même temps qu'ils n'ont jamais hésité à émettre des critiques sur certains aspects de la politique gouvernementale israélienne, sont les plus qualifiés, parce qu'indépendants de tous les blocs, pour proclamer avec un groupe d'intellectuels français « que la sécurité et la souveraineté d'Israël, y compris évidemment la libre circulation dans les eaux internationales, sont une condition nécessaire et le point de départ de la Paix... qui est accessible et doit être assurée et affirmée par des négociations directes entre États souverains, dans l'intérêt réciproque des peuples concernés ». La lecture de la liste des signataires de ce texte est éloquente, non seulement parce que beaucoup de leurs noms sont prestigieux, mais aussi et surtout parce que, se situant résolument à gauche, ils ont toujours affirmé le droit de tous les peuples à l'indépendance et

notamment, au péril de leur liberté, du peuple algérien. Le nom d'Hespel est particulièrement significatif.

C'est en pleine légalité que la République Israélienne a fait son entrée dans le concert des Nations à la suite d'une décision de l'O.N.U. votée à la fois par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il n'est pas nécessaire d'être un doctrinaire du sionisme pour reconnaître qu'après les effroyables persécutions hitlériennes les Juifs doivent, s'ils le souhaitent, trouver un lieu où on leur laissera les moyens de vivre librement. Il en est de même pour tous les autres peuples. Dans ma jeunesse, avec mon ami Jean Longuet, j'ai mené, aux côtés d'amis syriens et libanais un combat incessant contre l'impérialisme français qui, camouflé en mandat, sévissait à Damas et à Beyrouth. Mes amis du P.S.U. et moi-même, nous avons été en toutes circonstances les amis des peuples arabes et nous ne le regrettons certes pas. Si l'existence ou les moyens d'existence de l'un d'eux étaient menacés, nous nous dressions une fois de plus contre l'agresseur, sans nous demander dans quel camp il se situe. C'est dans cet esprit que, comme l'a déjà fait notre camarade Pierre Mendès France, nous préconisons toutes les initiatives diplomatiques qui donneront à la raison le maximum de chances de l'emporter au Moyen-Orient. □

## Partis

# Les futures confrontations

Harris Puisais

Les événements politiques qui se sont succédé entre la conférence de presse du général de Gaulle et celle de François Mitterrand, ont rendu cet affrontement sinon inactuel tout au moins dépassé. Les débats à l'Assemblée avaient, de plus, été largement commentés et il était difficile au Président de la Fédération d'en dire plus à lui tout seul que ne l'avaient fait les divers orateurs, chacun selon son style ou sa compétence.

Ce que l'on peut retenir de cette conférence de presse c'est l'insistance mise par François Mitterrand pour situer la Fédération par rapport au Parti Communiste. En s'efforçant de créer une formation de gauche, avec des éléments divers dont certains sont convaincus par les options socialistes alors que d'autres n'y croient point encore, ou ne s'y feront jamais, il est évident que les dirigeants de la Fédération cherchent à bien montrer que leurs conversations avec le P.C. n'aliènent en rien leurs libertés. Ils ont à répondre en effet à la crainte exprimée par leur aile droite, que toute collaboration avec le P.C. ne devienne en fait, peu à

peu, que l'alignement sur ses positions.

C'est un vieil argument qui demeure vivace, même après les élections présidentielles et législatives puisqu'il est encore nécessaire d'en parler et de le réfuter.

Cette volonté de démontrer que le rapport des forces n'est pas défavorable, loin de là, aux partis de gauche rassemblés dans la Fédération, est sans doute beaucoup plus un argument de forme que de fond. Il s'adresse bien plus aux futurs électeurs qu'aux actuels militants.

Retenons pour l'instant comme un fait positif la volonté manifestée par les Conventionnels de continuer le dialogue avec le Parti Communiste, mais notons que les congressistes ont manifesté une plus grande prudence que d'habitude à ce sujet. Il est vrai que passé le stade de la tactique électorale, et avant toute discussion, les positions ont tendance à se durcir. On ne va jamais négocier en disant son accord préalable, au contraire.

Souhaitons donc que dans les conversations bilatérales qui vont avoir lieu à propos de la mise au point d'un programme commun, on ne se

contente pas seulement d'écarter les points qui font problèmes, mais qu'au contraire on s'efforce de les discuter avec la volonté de trouver un terrain d'entente. Il est évident que la politique étrangère sera une forme de discorde non négligeable. Les dirigeants de la Convention et F. Mitterrand ont réaffirmé dans leur assemblée de Rennes, leur attachement à l'Europe politique et au Marché commun.

Une longue confrontation que le P.S.U. souhaite voir s'ouvrir avec la participation sans exclusive de tous les partis de gauche, fera nettement apparaître que bien des hommes de gauche sont hostiles à un européisme qui ne chercherait pas à promouvoir une autre Europe : celle des travailleurs et non celle des groupes bancaires et des concentrations capitalistes. Le pire serait évidemment de masquer ces divergences ou de les minimiser.

A Rennes également, deux déclarations ont été faites qui intéressent notre Parti. Rappelons les ici :

Claude Estier : « Sans intervenir dans les débats internes du P.S.U., nous avons le droit, à la veille de son Congrès, de lui dire ce que nous souhaitons. Nous souhaitons l'entrée du P.S.U. dans la Fédération. Il y aurait toute sa place et il y apporterait toute sa dynamique. A défaut de cette adhésion nous souhaitons que le P.S.U. se prononce pour l'association avec la Fédération, une association qui suppose bien entendu,

un contrat et un minimum de discipline commune. »

François Mitterrand : « Le P.S.U. pose des problèmes particuliers. Trois voies s'offrent à lui. Au cas où il choisirait le refus, nos rapports avec lui seraient alors comparables à ceux que nous avons avec le Parti Communiste. La solution des liens organiques se présente sous deux formes : l'entrée dans la Fédération ou l'association. Dans le premier cas le P.S.U. a les mêmes droits que nous, il devient la quatrième famille de la Fédération. Dans le second, la Fédération recevra les propositions du P.S.U. de la façon la plus ouverte, aucun obstacle ne sera mis. C'est l'intérêt de la gauche démocratique de s'unir. »

Au moment où le P.S.U. prépare son prochain Congrès National, nous nous devons de verser au dossier du débat ces deux déclarations. Il appartiendra aux représentants du P.S.U. lors de leurs prochaines rencontres avec le P.C. et la Fédération, de préciser les intentions de notre Parti.

Nous pensons très sincèrement que ces conversations seront utiles. Elles montreront que notre principal souci demeure toujours la priorité donnée aux propositions politiques, économiques ou sociales. Et tout le monde sait bien que sur ces points, le P.S.U. restera fermement attaché aux principes qui ont conditionné son existence et qu'il n'est nullement prêt à sacrifier. □



Notre temps

## Où est le progrès ?

Lucien Angevin

« Le bruit est l'ennemi numéro un de notre monde moderne, soumis au règne de la machine. Comme le soulignait le professeur Trémolières, sa pathologie a remplacé celle des maladies infectieuses du début de notre siècle... » « ... Il importe donc que le bruit perçu par l'homme dans une journée ne dépasse pas certaines valeurs. Et, partant, que l'homme puisse se reposer dans un endroit non exposé au bruit... » « ... On ne s'étonnera donc plus que l'homme moderne et surtout le citadin ne parvienne pratiquement jamais à récupérer... »\*

... Le cas, rapporté par *France-Soir*, d'un jeune homme qui sur son scooter traverse Paris à deux heures du matin et... réveille cent mille Parisiens, etc.

« ... selon une enquête faite en Angleterre et rapportée par le docteur Pierre Vachet, 28 % des hommes et 38 % des femmes seraient atteints de névroses provoquées par le bruit. En France, le bruit amènerait dans les hôpitaux psychiatriques 20 % des internés et risquerait d'abrèger la vie d'un Français sur cinq cents. »

### Le bruit et la fureur

Les conséquences du bruit et le fait que c'est en ville qu'il est le

plus intense amènent à la conclusion que les grandes villes coûtent proportionnellement plus aux hôpitaux psychiatriques que les petites.

Considérant que le phénomène se reproduit dans de nombreux domaines (justice, prisons à cause de la délinquance, etc.), j'ai eu l'occasion de dire que la ville coûte beaucoup plus cher lorsqu'elle est grande. Mais comme il n'existe pas de statistique permettant de calculer le coût d'un établissement public selon que les causes d'utilisation sont d'origines urbaines, rurales, etc., ces dépenses pourtant considérables tant en valeur que par leurs effets sur le plan du bonheur humain, etc. ne sont pas calculées dans le coût des villes.

On a beau jeu, après cela, de faire des calculs du genre : dépenses de voiries divisées par nombre d'habitants, etc. et de prouver ainsi que les grandes villes coûtent beaucoup moins cher.

Il faudrait savoir si les machines électroniques rendent l'homme moins sérieux ou plus bête.

### Délivrez-nous de l'automobile

« ... Mais des défaillances de l'homme ne sont-elles pas toujours à prévoir ? Quand leurs effets atteignent de telles proportions, cela ne veut-il



Notre auto quotidienne.

Agip

pas dire que nous avons joué les apprentis-sorciers ?

« ... l'automobile. Cet instrument de liberté où s'incarne à bien des égards la civilisation industrielle du vingtième siècle restera toujours à quelque degré, il faut bien l'admettre, un engin de mort. »

« ... Mais une chose est d'accepter les risques... »

« C'en est une autre de se comporter comme si les ressources qu'offre la planète étaient inépuisables, comme si l'homme pouvait en user à sa guise sans se soucier des lendemains. »

« C'est l'homme qui, en y lâchant les chèvres, a détruit la végétation du pourtour méditerranéen, cette région bénie de la terre, où la civilisation moderne a pris sa source. »

« ... En un autre sens, le drame de *Torrey-Canyon* devrait nous inciter à plus d'humilité et de prudence. »

« ... On voit, hélas ! quel ravage, etc. »

« ... les retombées des expériences nucléaires dont on nous assure qu'elles n'accroissent pas plus la radioactivité de l'air que le rayonnement des montres à cadran lumineux. Là aussi les chiffres sont irréfutables. »

« ... Mais il y a eu l'aventure de Palomares, où il a fallu gratter des hectares de terre comme il faut maintenant nettoyer des kilomètres de plages. »

« Qui pourrait affirmer que nous ne connaissons pas, demain, des aventures analogues d'une toute autre ampleur, etc. »

On déduit de cela : une automobile est-elle conduite (même par des casse-cou) toujours au maximum de sa puissance ? L'homme ne peut-il comprendre qu'il doit utiliser la

technique comme un conducteur de voiture qui, même non prudent, roule souvent à vitesse réduite avec une puissante voiture ?

Nos ancêtres nous ont légué des déserts en ne surveillant pas leurs chèvres. Que léguerons-nous à nos descendants en jouant les apprentis-sorciers avec la technique ?

Bien sûr, les optimistes impénitents affirment qu'il y aura toujours des inventions nouvelles pour corriger les défauts des précédentes.

Je m'élève contre un tel optimisme stupide.

La rapidité du progrès technique rend insoluble le problème des « résidus du progrès ». (J'englobe sous ce vocable tout ce qui constitue le revers de la médaille.) Quoi que l'on fasse au niveau de la production spécialisée dans la lutte contre les maux de la technique (système anti-pollution, épuration de l'eau, etc.), quels que soient les méthodes et palliatifs mis au point... On ne peut pas suivre le progrès.

Le monde occidental est près de périr sous l'abondance des produits (ce qui n'empêche nullement le reste du monde de périr de faim).

On emploie le mot progrès dans le sens de mieux-être. En réalité, progrès vient de progresser, qui veut dire se déplacer en avant, ce qui n'apporte pas forcément le mieux-être.

Si l'on se trouve en montagne avec un précipice devant le nez, le mieux-être se trouvera certainement à rétrograder ou à se déplacer sur le côté et non en avant. □

\* Ces passages sont extraits d'un article de Pierrette Sartin (*Midi Libre*, 18 avril 1967) et d'un autre de Georges Doisy dans le même journal du 17 avril.

**Georges DOUART**

**L'USINE  
ET  
L'HOMME**

« C'est un devoir de le lire pour les intellectuels de droite ou de gauche ». Jean FOURASTIÉ  
(Le Figaro)

PLON



## Femmes au travail

# A l'âge de l'électronique

Geneviève Rocard

Tel a été le thème du colloque organisé par la C.F.D.T. les 17, 18, 19 mai 1967, colloque qui proposait des thèmes de réflexion, et quelques grandes lignes de recherches, dans la perspective d'une amélioration des conditions de vie des femmes.

La première soirée du colloque était consacrée aux problèmes de l'éducation. M. Jean Heudier, Mmes Evelyne Sullerot et Claude Ullin ont présenté ces problèmes à peu près dans le même esprit qu'on les avait abordés dans T.S. du 2 février passé. Le rôle de la femme n'est pas fixé. Est-il bon ou mauvais qu'elle ait une activité professionnelle ? Cette ambiguïté permanente pèse lourdement sur la vie des femmes : celles qui travaillent se reprochent souvent de ne pas se consacrer exclusivement à leur famille, celles qui sont au foyer peuvent souffrir de leur isolement et de leur non-participation à la vie active sans oser toujours l'avouer.

Nous insisterons un peu plus sur les deux soirées suivantes.

### La femme dans l'entreprise

Le deuxième rapport étudiait la situation de la main-d'œuvre féminine. De nombreuses études et statistiques ont mis en évidence les inégalités de salaires masculins et féminins, les différences dans la qualification, la possibilité de promotion et même les postes de travail. On insiste sur les conditions faites à la main-d'œuvre féminine, qui doit assumer à la fois charges familiales et charges professionnelles. En fait, il s'agit d'une véritable ségrégation, que l'on tente de justifier de façon plus ou moins maladroite : alors que la force musculaire, qualité masculine, est justement rémunérée, les qualités féminines reconnues, dextérité, rapidité, sont exploitées dans des emplois qui ne sont pas considérés comme des emplois de prestige, ni des emplois qualifiés. D'autre part, on insiste généralement sur l'incompatibilité entre les responsabilités familiales et l'exercice d'une profession, sans voir qu'il s'agit non d'une incompatibilité de nature, mais d'une mauvaise organisation de la société et d'une répartition — ou plutôt d'une absence de répartition — des tâches familiales.

Cette ségrégation n'est de nature à attirer les femmes vers le travail, où leurs qualités sont sous-estimées, et où elles ont peu d'espoir de promotion. Elle entraîne une dévalorisation générale des salaires féminins.

La C.F.D.T. propose une action syndicale vigoureuse pour redresser une situation désastreuse ; suppression des handicaps évitables (développement de services collectifs par exemple), mesures compensatrices, plutôt que mesures protectrices, dont l'expérience prouve qu'elles se retournent toujours contre les femmes. Si la maternité bénéficie maintenant de mesures qui en ont allégé le poids, il reste encore à prévoir des aménagements :

- prise en charge de l'allocation maternité par un organisme national de compensation (et non par l'employeur, qui refuserait alors la main-d'œuvre féminine), et portant cette allocation au niveau du salaire ;
- organisation du recyclage professionnel des mères qui désirent reprendre le travail ;
- maintien des droits en matière de retraite.

Toutes les améliorations des conditions de travail, imposées jusqu'ici pour les seules travailleuses (aménagement des locaux, interdiction de travaux insalubres, contrôle des cadences), comme la réduction du temps de travail, doivent s'appliquer à tous les travailleurs, si l'on souhaite que les femmes en tirent profit — au lieu d'être exploitées.

Le docteur Wisner a donné les résultats d'une enquête menée auprès des ouvrières de neuf entreprises de l'industrie électronique. Le temps d'indisponibilité des femmes atteint treize heures de façon très habituelle : travail, repas, transports.

Si la durée du travail joue un rôle, son contenu est également très important. De nombreux postes modernes (mécánographe, dactylo, ouvrière de l'électronique, de l'alimentation, etc.) paraissent exclure les femmes dépassant 30 ans pour des raisons qui ne sont familiales que de façon très partielle.

Les exigences des postes de travail : performances de l'œil, précision des gestes, rapidité du jugement seraient tolérables si les postes étaient exceptionnels et les femmes utilisées toutes remarquablement douées. En réalité, beaucoup d'entre elles doivent travailler aux limites de leurs possibilités. Cette inadaptation du travail à l'être humain se traduit par des troubles d'ordre neuropsychiatrique et par une instabilité du personnel dont les conséquences sociales et économiques sont sérieuses.

Mme Jouhaux, directrice du B.I.T. (France), a rappelé les activités et



La rentabilité finit à 35 ans.

Agip

les positions du B.I.T. en faveur de la situation des femmes au travail, et en premier lieu, l'importance de l'égalité des rémunérations. Mais l'œuvre du B.I.T., qui apporte études et argumentation à la disposition des travailleuses, ne peut porter ses fruits que si les intéressées elles-mêmes s'en servent pour aboutir à des résultats concrets.

### La femme dans le syndicat et la cité

Enfin, Jean-Daniel Raynaud a analysé les difficultés de l'intégration des femmes dans la vie syndicale, difficultés qui tiennent à des motifs profonds et très anciens : concurrence entre hommes et femmes, raisons idéologiques, inégalités bien ancrées.

Après l'insuffisance de la formation professionnelle, et la ségrégation dans le travail, le troisième thème a élargi le débat ; on situe la femme dans la Cité. La place future des femmes dans la société dépend de l'attention qui sera portée aux besoins prioritaires. L'organisation de la cité demande une action concertée et cohérente qui tiendra compte de l'urbanisation et de toutes ses conséquences. A quoi bon lutter pour une libération du travail si on laisse se développer d'autres servitudes comme le temps absorbé par les transports ?

La C.F.D.T. propose toute une série de mesures, équipements collectifs, services sociaux, qui allégeraient à la fois les tâches des femmes et leurs soucis. Mais ces services ne doivent pas être gratuits : leur gratuité serait une incitation au travail, voire une obligation faite aux femmes de

travailler. Il ne s'agit pas d'imposer un choix.

Il est important que les femmes manifestent leur volonté de participer à l'organisation et à la gestion de la cité. C'est en agissant dans ce sens qu'elles obtiendront une plus large disponibilité pour l'éducation de leurs enfants.

Colette Audry vint ensuite évoquer les rapports entre les femmes et la politique. Malgré les droits acquis, malgré l'exercice du droit de vote, les femmes ne participent pas réellement à la vie politique : les mentalités n'ont pas encore assez évolué. Il faut trouver le moyen d'amener les femmes à la vie politique, à souhaiter changer leur vie, et aussi à souhaiter préparer le monde dans lequel vivront leurs enfants.

De son côté, Georges Fillioud a souligné l'importance des problèmes des femmes dans la vie publique, de leur participation à l'élaboration et au choix des décisions collectives. Une société se prive d'un concours précieux quand elle tient si peu compte de la moitié de ses membres. Il exprime sa conviction profonde que la promotion des femmes, dans tous les domaines, est liée à un socialisme humaniste.

\*\*

L'apport le plus original de ce colloque fut la manifestation d'un souci de replacer le problème du travail des femmes dans tout le contexte économique et social. On peut peut-être regretter que le contexte culturel n'ait pas été abordé de manière plus approfondie mais la voie est ouverte : le travail féminin n'est pas un problème « à part » qui nécessite des solutions « à part », toute la société est en question. □



## Afrique du Sud

# La nation de l'apartheid

Alain Echegut

Le 31 mai 1910, les états de l'Afrique australe (Cap, Natal, Transvaal, Orange) formaient un groupement sous le nom d'Union sud-africaine. Un gouvernement général, nommé par le Roi d'Angleterre possédait le pouvoir exécutif avec l'assistance d'un conseil exécutif de quatorze membres. L'Union annexait en 1950 le Sud-Ouest africain dont elle avait la tutelle depuis 1920 ; mais cet acte n'a pas été reconnu par les puissances. Elle adopta en 1960, par voix de référendum, le statut de république indépendante. La population s'évalue à 17,8 millions d'habitants qui se répartissent ethniquement de la façon suivante :

- 12.162.000 Africains ;
- 533.000 Asiatiques ;
- 1.742.000 Métis (couloureds) ;
- 3.395.000 Blancs (origine européenne).

*Revenu par tête d'habitant :* 4.177 francs en 1964 et c'est le plus élevé du continent africain ; celui de la population blanche est comparable à ceux des Etats-Unis et du Canada.

Cette prospérité s'est traduite par une augmentation du produit national brut de 5,6 % en 1966 après 10 % en 1964 et 7 % en 1965, laissant apparaître une inégalité choquante entre les communautés : 5 millions de Blancs et de Métis dépensent 4.000 millions de rands (le rands : la 1/2 d'une livre sterling).

12 millions de Noirs un peu plus de 1.800 millions — (« Le Monde » du 22-4-67).

### Ressources :

- agriculture, élevage, pêche, 12 % du revenu national ;
- richesse minière (or, diamants, platine, uranium, charbon, fer...) 14 %. L'or fournit 40 % de rentrées de devises ;
- l'industrie représente 25 % (absence de production hydrocarbure).

Les Afrikanders, descendants des premiers colons néerlandais, allemands, français constituent les 2/3 de la population blanche.

Les langues officielles étant l'afrikaans et l'anglais.

La capitale est Prétoria. Villes principales : Johannesburg (centre de l'or et du diamant). Le Cap, capitale parlementaire, Port Elizabeth, East London, Durban...

A l'intérieur du territoire sud-africain deux états économiquement et

politiquement soumis au gouvernement de Prétoria :

- le Lesotho (cap. Maseru) indépendant depuis le 4-10-66 ;
- le Swaziland (cap. Mbabanné) dernier protectorat anglais.

L'histoire a largement déterminé le caractère de l'économie sud-africaine, depuis la découverte de l'or et des diamants vers 1880, l'afflux du capital britannique ou d'autres pays s'accompagne de l'arrivée de migrants européens. Peu à peu, les détenteurs de capital étranger s'unissent aux immigrants blancs pour créer une vaste superstructure de ségrégation raciale, afin de donner à la minorité blanche le pouvoir de légiférer.

Le but de l'alliance est d'établir et de maintenir une grande réserve de main-d'œuvre africaine bon marché, condition préalable d'une exploitation très rentable des riches ressources du sol et des mines du pays ; les Africains furent expulsés de leurs territoires d'origine, contraints à constituer des réserves et à chercher du travail à des conditions et avec des salaires misérables.

Contrairement aux méthodes du capital occidental dans le reste de l'Afrique, les énormes surplus créés par la population africaine surexploitée furent, dans une large mesure, réinvestis dans le pays selon une politique de diversification de l'économie et de renforcement économique et politique du groupe blanc privilégié et de ses alliés étrangers.

A un moment donné, la circulation du capital étranger ne fut plus distinguée des affaires faites par les entreprises et les capitalistes blancs locaux. Chaque nouvelle étape dans le développement économique du pays s'accompagne de lois destinées à renforcer le pouvoir des Blancs et à rendre politiquement inefficace le prolétariat noir. Le système ségrégationniste actuel « l'apartheid » est l'aboutissement logique du développement de ce type particulier de colonialisme sud-africain.

### Essence de l'apartheid

Pour tenir en dehors de toute liberté, de toute activité normale l'énorme majorité de la population du pays, pour empêcher la prise en mains par des leaders noirs ou des blancs libéraux, il faut établir un système politique qui interdise tou-

te espèce de discussion politique libre, de partis, de réunions, de publications, donc créer obligatoirement un régime de type « nazi ».

En 1948 lorsque fut élu le premier gouvernement qui fit campagne pour l'apartheid, le gouvernement Malan, son programme était relativement modéré.

Peu de temps après, le Parti Nationaliste absorba le Parti Afrikander qui comptait parmi ses militants M. Balthazar Vorster.

Né en 1915, M. Vorster, avocat, devint en 1938 chef d'une organisation de type nazi la « Ossewa Brandwag » dont des groupes d'actions violentes (les Stormjoers) menaient surtout une action antisémite.

Pendant la guerre, l'Afrique du Sud membre du Commonwealth, combattit l'Allemagne. M. Vorster trop favorable à « l'axe » fut interné pendant 2 ans de 1942 à 1944 au camp de Koffiefontein sous le fascicule 2229. Après la guerre il créa le parti Afrikander, absorbé en 1948 par le Parti Nationaliste.

En 1958, M. Vorster entre au Cabinet, en 1961 devient ministre de la Justice. Après l'assassinat de Verwoerd, il devient chef du gouvernement tout en conservant ses attributions de ministre de la Justice.

Il existe un certain nombre de mouvements néo-nazis en Afrique du Sud, l'un d'eux, le « Broederbond » compte 14.000 membres, dont 80 % des députés du Parti Nationaliste ; il s'agit d'une association demi-secrète dont on peut dire qu'elle est le véritable gouvernement d'Afrique du Sud. Son président, ancien membre du parti nazi, M. Meyer, est chef de la radio sud-africaine.

### Mesures de discrimination

A partir de 1948, une série de lois et mesures discriminatoires humiliantes pour la population non blanche ont été mise en œuvre :

— « *abolition du Natives Representative Council* » (conseil consultatif pour la représentation indigène) élu en partie au suffrage restreint par les Africains eux-mêmes. »

— en 1950 sous prétexte d'éliminer les points de friction entre les groupes raciaux, le gouvernement adopte plusieurs mesures législatives et administratives :

— le « *Group Areas Act* » impose la ségrégation en matière d'habitation dans toutes les régions urbaines. Entre le 16 août 1965 et le 16 septembre 1966, 70 déclarations établissant des « *Group Areas* » ont été publiées, obligeant des milliers de non blancs à quitter les zones où ils habitaient, souvent depuis des générations. Ils sont réinstallés dans des quartiers différents selon la race, la tribu, séparés les uns des autres par des zones tampons.

En décembre 65 environ 450 familles africaines ont dû quitter le camp

de Holpan pour la réserve de Mamuthler, au nord de Kimberley.

L'évêque de Kimberley, le révérend C.-E. Crowther a fait savoir qu'il n'y avait à Mamuthla ni logements, ni emplois, ni eau, ni denrées alimentaires. Mais le gouvernement interdit à l'évêque de se rendre dans la réserve pour distribuer des vivres.

Le 12-1-66, le département des affaires et du développement bantous a lancé la plus vaste opération dans la partie nord du Cap, déplaçant 2.000 Africains vivant dans la région de Zambesi.

Cependant qu'on éparpille les familles, on fait venir des travailleurs migrants, célibataires, éléments d'appoint essentiel pour l'économie.

— « *Population Registratio Act* » 1950.

La population sud-africaine toute entière est classée en plusieurs groupes et sous-groupes raciaux. Des membres d'une même famille peuvent être placés dans des groupes raciaux différents.

— « *Prohibition of Mixed Marriages Act* » 1949.

Les mariages entre Blancs et non-Blancs sont illégaux.

— « *Immorality Admendment Act* » 1950.

Les rapports sexuels entre Blancs et non-Blancs sont interdits. Les couples cohabitants depuis des années peuvent être dissociés de force.

— « *L'Industrial Conciliation Act* » 1956.

Réserve des emplois spécialisés aux Blancs. Les syndicats sont constitués par race, et les syndicats africains ne peuvent pas être enregistrés. Les travailleurs africains n'ont pas le droit de faire grève sous peine de prison. Leurs salaires sont fixés selon l'humeur des fonctionnaires du gouvernement.

— « *Le Bantu Laws Amendment Act* » 1964.

Considère l'Africain comme un immigrant temporaire dans « l'Etat Blanc » (hors des réserves). L'administration détient l'autorité absolue sur tout Africain séjournant dans cet « Etat » où il est sans attaches, sans droits, sans sécurité.

### Séparation culturelle

L'éducation de l'Africain est fondée sur sa culture, son milieu, son mode de vie tribale, conforme à la politique de l'Etat ; celui-ci sait qu'il est destiné à constituer la main-d'œuvre du pays.

Le nombre des élèves inscrits dans les écoles primaires passe de 970.239 en 1955 à 1.628.267 en 1962. Mais, faute de locaux, 40 % seulement des enfants accèdent aux classes secondaires de l'enseignement primaire et postprimaire.

La fréquentation scolaire est obligatoire pour les Métis et les Asiatiques.



ques de 7 à 14 ans « lorsqu'il existe une demande et que les locaux le permettent ». Pour les enfants blancs l'instruction est obligatoire de 7 à 16 ans.

Dans les écoles secondaires du premier cycle, le pourcentage d'élèves africains diminue, en raison des manques de locaux, de ressources. Le « South African Institute Of Banc Relation » déclare en 1965 : « les élèves admis à s'inscrire dans une université sont si peu nombreux que cela ne laisse guère de chances de porter au niveau voulu suffisamment de personnes pour exercer une profession libérale ou occuper un poste supérieur dans la fonction publique. »

— « *L'Extension of University Education Act* » 1959.

Interdit aux non-Blancs de s'inscrire dans les universités, prévoit des établissements séparés.

Au cours des cinq dernières années les universités de la République ont fourni un ingénieur civil africain (1962), un ingénieur électricien métis (1964), un ingénieur radio indien (1965). En 1960 il y a 130 médecins non blancs (1 médecin pour 1.800 habitants en Afrique du Sud).

### Mesures répressives

— « *Suppression of communism Act* » 1950 modifiée en 1960.

Permet de châtier tout adversaire de l'apartheid en le taxant de communiste.

— « *L'Unlawful Organization Act* » 1960.

Interdit les organisations africaines (« African National Congress » et « Pan African Congress »).

— « *Le general law Amendment Act* » 1962 et le « *Criminal Law Amendment Act* » 1965.

Donnent au gouvernement le droit de refuser pendant trois mois la mise en liberté provisoire des accusés politiques et de « tenir au secret » six mois quiconque peut être appelé à témoigner dans un procès politique.

Ces mesures n'épargnent pas les Blancs partisans d'une égalité raciale.

Dans une affaire récente, un agent de police blanc déclarait : « Je ne crois pas qu'il existe un seul poste de police dans le pays qui n'ait pas recours à la violence lors d'un interrogatoire... »

### Intérêts capitalistes en Afrique du Sud

Le Comité Spécial des Nations unies sur l'apartheid dans son rapport du 25-10-66 constate : « Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sont 3 membres permanents du Conseil de Sécurité (Etats-Unis, Angleterre, France) refusent d'appliquer les sanctions économiques prises à l'encon-

tre de la République sud-africaine... »

De 1958 à 1965 la South African Reserve Bank indique : les réserves étrangères directes s'élèvent de 2.200 millions à 2.800.

Valeur de l'« investissement étranger en A. du S. : en milliards de £ (1 £ = \$ 2,80)

	Fin 1956	Fin 1963
<b>Investissement étranger direct :</b>		
public .....	809	985
privé .....	47	56
	762	929
<b>Investissement indirect :</b>		
public .....	586	158
privé .....	114	383
	472	541
<b>Total .....</b>	<b>1.395</b>	<b>1.526</b>

(S.A. Reserve Bank quarterly bulletin Déc. 64)

La part du capital étranger dans l'industrie minière s'élève à la fin 1963 à 1.300 millions de dollars. La contribution de l'activité minière au revenu national était de 950 millions \$. Autrement dit le montant du capital étranger est supérieur à sa production annuelle.

Depuis 1962 (après vote des sanctions économiques à l'O.N.U.) l'aide capitaliste s'est intensifiée. L'industrie automobile a reçu quelque \$ 300 millions d'investissements nouveaux venant d'Angleterre, de France, Etats-Unis, Italie.

L'Angleterre est le pouvoir historique dans l'économie sud-africaine, représentant 53 % de la part du capital occidental. En 1960 cette part passe à 64 %. En 4 ans la part des U.S.A. a crû de 12 %, en 1960 de 14 %.

Participations Etrangères en A. du S. (fin 1963)

	Invest. total	Invest. direct
Angleterre .....	928	671
Reste de la zone sterling .....	92	47
U.S.A. ....	162	120
Europe Occidentale ..	232	117
Autres pays .....	36	30
Banque mondiale ..	76	—
	1.526	985
ou \$	4.273	2.758

(S.A. Bank ; Quarterly Bulletin, Déc. 64)

Investissements de l'Europe Occidentale (fin 1963) 1 Rand = 1,4 \$

	Invest. directs	Autres	Total
Belgique .....	13	18	31
France .....	81	91	172
Suisse .....	57	77	134
Autres .....	84	44	128
	234	230	464

En 1965 le *New York Times* publia une annonce pour « développer » les investissements américains en A. du S. L'annonce rappelait les réussites des sociétés déjà à l'œuvre : « la moyenne du taux de profit est de 19,7 % en 1961 — 24,6 % en 1962 — 26 % en 1963 ». Une société a fait état d'un revenu de 100 %.

En 1945 le gouvernement accepta de vendre à la U.S. Newmont Mining

Company les mines de cuivre du Taumeb, possédées par l'Allemagne. Avec 1 million \$ d'investissements, la société gagna 9 millions en 3 ans. Les 4.000 travailleurs africains gagnaient 35 cents (U.S.) par jour, ce qui portait le coût de l'extraction à 1,5 \$ la T. Au prix du marché de l'époque, les profits s'élevaient à 7 \$ la T.

L'Américain « Survey of Current Business » relate qu'en 1963 un volume d'investissements américains de 415 millions \$ rapportait 86 millions \$ de profit à l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud fait partie de la zone Sterling britannique. Les deux plus grandes banques sont propriétés anglaises : 70 % des dépôts bancaires.

La France occupe la troisième place après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au point de vue investissements avec un capital évalué à 87,5 millions de livres réparti dans les mines, industries textiles, électroniques, aéronautiques, usines d'armes. (La France est devenue le principal fournisseur d'armes.) Elle a fourni à l'armée sud-africaine des voitures blindées Panhard A.L.M. fabriquées sous licence en Afrique du Sud — des chasseurs à réaction Mirage, des avions Fouga, des hélicoptères alouettes.

Près de Pretoria la France a créé une station de repérage de satellites. Dernièrement la France vient d'autoriser la vente de 3 sous-marins à l'Afrique du Sud.

A la lumière de tous ces chiffres il n'est pas étonnant que les sanctions de l'O.N.U. restent sans appel.

### Réseau de complicité

En 1965 à Lisbonne, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et le Portugal passent un traité militaire, pour réprimer toute « entreprise subversive ».

Mais la complicité au régime nazi de M. Vorster s'étend dans tous les pays du monde occidental.

— Aux Etats-Unis « John Birch Society » par l'intermédiaire du groupe financier Herzog contrôle les 3 grands journaux sud-africains. L'écrivain T. Cadwell est président du comité de coordination pour le soutien de la « Rhodésie blanche ».

— Une autre association la « Citizen Council » soutient activement la Rhodésie.

— En Grande-Bretagne s'est créée une « anglo-Rhodesian society » soutenue par les jeunesses du parti Libéral et le « Munday club » qu'anime la droite du parti Conservateur. (Le nazi anglais Mosley en est issu.)

— En Belgique le comité « Belgique Rhodésie » et sa publication « l'Europe Réelle » dont l'un des animateurs est J.-R. Debaut, ancien officier de la Waffen S.S.

— En France le principal animateur de « France Rhodésie » est Marc Augier plus connu sous son pseudonyme « Saint Loup » ancien de la L.V.F., chanteur de la collaboration ;

Maurice Yvan Sicard dit « Saint Paulien » ancien bras droit de Doriot fut invité au printemps 66 à « un voyage d'études » en A. du S.

— Le mouvement Nationaliste du Progrès (Dominique Venner) a reçu le 1-4-66 un message de sympathie de Ian Smith.

— En Allemagne Fédérale les liens se font plus étroits entre le N.P.D. et le gouvernement sud-africain. Le N.P.D. vient d'installer une officine de diffusion néo-nazie à Windhoeck dans le sud-ouest africain qui diffuse 3.000 exemplaires par semaine de l'organe officiel nazi le « Deutsche Nachrichten ». Une délégation de 23 membres du N.P.D., dont le professeur Oberth, spécialiste des fusées, effectue un voyage en A. du S.

En raison de l'apartheid l'A. du S. ne peut participer aux Jeux Olympiques. Elle a été obligée de quitter l'Association Internationale de Football.

L'A. du S. a refusé de recevoir l'équipe de Rugby de Nouvelle-Zélande, celle-ci ayant des joueurs de couleur (les maoris) au sein de son équipe. La France remplacera au pied levé la N.-Z...

Pour cette tournée de l'équipe de France de Rugby, un concours a été organisé sur les antennes de l'O.R.T.F., dont le premier prix était constitué par un voyage en A. du S. Nous conseillons au gagnant de se procurer la brochure touristique qui lui permettra « de préparer son itinéraire en empruntant des routes bien « définies » — visiter le Transkei haut lieu d'attractions. Mais la Transkei étant un territoire bantou, et « les Bantous tenant jalousement à vivre entre eux, tous les non-résidents du Territoire doivent être munis de visas spéciaux s'ils veulent quitter les routes principales. La brochure nous indique que l'on ne doit pas s'embarrasser de ses visas, car de la route principale on peut suffisamment observer les Bantous dans leur vie courante... »

Ainsi le gagnant de ce concours passera des vacances ensoleillées et sans soucis dans « cette République de culture occidentale » comme notait Maître Roux député U.N.R., revenant de visiter ce pays de haine et de peur. □

### SOURCES D'INFORMATION

- Bulletin du Comité contre l'Apartheid en Afrique du Sud (supplément à *Cité Nouvelle*, n° 463 du 26-1-67).
- Chronique mensuelle de l'O.N.U., numéro spécial sur l'apartheid (volume IV, n° 3, mars 67).
- « Une voie nouvelle pour l'Afrique du Sud », rapport du groupe d'experts de l'O.N.U.
- Service de l'information O.N.U. : apartheid en Afrique du Sud, n° II et III (juillet 65-juin 66).
- Rapport du Comité spécial de l'apartheid à l'O.N.U. (25-10-66).
- Rapport du prof. d'Economie politique Vela Pillay à la Conférence Européenne sur l'apartheid (6/7-5-67).
- Bulletin, avril 67 du Comité contre l'apartheid à Paris.



## Livres

## Régis Debray et les guérillas latino-américaines

Jean-Michel Fossey

Le durcissement de position des Cubains, vis-à-vis des États-Unis, que nous avons noté dans les derniers discours de Fidel Castro (1), et surtout l'extraordinaire document que constitue la longue lettre de Guevara, laissent prévoir une intensification de la lutte anti-guérilla en Amérique latine.

Quelques jours seulement après la parution de cette lettre nous avons appris l'arrestation de Régis Debray, fils de Mme Alexandre Debray, conseillère municipale de la Seine. Régis Debray, qui effectuait en Bolivie un reportage pour un journal mexicain dans une zone où l'action des guérilleros est particulièrement soutenue. Ex-normalien, agrégé de philosophie, il a publié en 1963 dans les « Temps Modernes », un article intitulé : « Le Castrisme, la longue marche de l'Amérique latine » et très récemment une longue étude : « Révolution dans la Révolution ? » (2).

Régis Debray vit depuis un an à Cuba, il a effectué plusieurs séjours dans divers pays d'Amérique latine. C'est après de longues discussions avec Fidel Castro qu'il a rédigé ce livre.

### Révolution dans la Révolution

Pour parler des mouvements révolutionnaires en Amérique latine, Régis Debray prend très souvent comme exemple la révolution cubaine, de même il emploie de très nombreuses citations de Fidel Castro ou du « Che » Guevara.

« La révolution cubaine offre aux pays frères américains une réponse qui reste à étudier dans les détails de son histoire : moyennant la plus ou moins lente construction, à travers la guerre de guérilla menée dans les zones rurales les plus propices, d'une force mobile stratégique, noyau de l'Armée populaire et d'un futur État socialiste. » Il constate la fin d'une époque : « celle de de l'équilibre relatif des classes » et le début d'une autre : « celle de la guerre totale des classes, qui exclut les solutions de compromis et les répartitions de pouvoir ».

Reconnaissant que les temps ont changé depuis les premiers soulèvements révolutionnaires ouvriers de La Paz (Bolivie) en 1952 jusqu'aux

mouvements actuels, il étudie brièvement les possibilités d'attaque et de défense des ouvriers et des mineurs. Il est évident que le gouvernement sortirait vainqueur en cas d'insurrection, d'où l'avantage de la lutte de guérilla, leur grande mobilité assurant à ses membres une relative sécurité.

Régis Debray nous propose un rapide retour en arrière avant d'étudier la base guérillera, retour en arrière pour faire l'éloge de ceux qui combattirent Batista (« on a tout simplement oublié que *Patria o Muerte* n'était pas une formule pour terminer les discours mais une règle d'action, au niveau tactique, que les combattants cubains ont pris à la lettre dans chacune de leurs actions, depuis l'attaque du petit fort de La Plata jusqu'à la prise de Santa Clara. Stratégiquement, ils ont risqué le tout pour le tout : ils ont mérité de tout avoir, à la fin ») et donner ce conseil aux futurs guérilleros : « Risquer le tout pour le tout signifie qu'une fois soulevés dans la montagne, les combattants livrent une guerre à mort, qui n'admet plus de trêves, de reculs ni d'accommodements. Vaincre c'est accepter, par principe, que la vie n'est pas le bien suprême du révolutionnaire. »

### Trois questions

Après avoir expliqué comment libérer le présent du passé, Régis Debray tire la principale leçon de ce présent, essayant de répondre à trois questions capitales : Que faut-il fortifier aujourd'hui, le Parti ou la Guérilla, germe de l'armée populaire ? Quel est le chaînon décisif ? Où doit porter l'effort principal ? Il nous signale là encore l'apport, la nouveauté de la révolution cubaine : « Dans certaines conditions, l'instance politique ne se sépare pas de l'instance militaire, elles forment un seul tout organique. Cette organisation, c'est celle de l'Armée populaire dont le noyau est l'armée guérillera. Le Parti d'avant-garde peut exister sous la forme propre du foyer guérillero. La guérilla est le Parti en gestation. »

L'auteur se penche ensuite sur l'avenir, sur ce qui est décisif, c'est-à-dire l'ouverture de foyers militaires et non de « foyers » politiques. En quelques phrases il commente le retour prochain du « Che » Guevara : « Quand le camarade Che Guevara a



A.F.P.

Témoin d'une révolution en marche

repris le travail insurrectionnel, il a assumé, sur un plan international, les conséquences de cette ligne d'action incarnée par le dirigeant de la Révolution cubaine, Fidel Castro. Quand Che Guevara réapparaîtra, il n'est pas hasardeux d'affirmer que ce sera à la tête d'un mouvement guérillero comme *chef politique et militaire indiscuté*. Les dernières pages de ce livre sont un appel à l'union des forces d'insurrection latino-américaines contre les oligarchies soutenues économiquement et militairement par les États-Unis. Cet appel ressemble étrangement sur le fond à la lettre récente du « Che »

Guevara. Nous en reproduisons ci-dessous un fragment : « Après la révolution cubaine, après l'invasion de Saint-Domingue, il existe en Amérique latine un état d'urgence. Les marines tirent sur tout ce qui bouge, sans distinction de parti. Des raisons d'urgence et des raisons de principe imposent le front armé révolutionnaire. Partout où le combat a suivi une ligne ascendante, partout où les forces populaires ont pris la mesure de l'urgence, elles sont rentrées dans le champ magnétique de l'unité. Tout se passe donc comme s'il fallait centrer ses efforts sur l'organisation pratique de la lutte armée pour contribuer à l'unité sur la base des principes du marxisme-léninisme. Autour de cette ligne d'action, se rassemblent aujourd'hui ceux qui en Amérique latine ont les armes à la main. Vers elles convergent toutes les formations à mesure qu'elles se rapprochent de la lutte armée. Cette rencontre ne doit rien au hasard. Elle doit encore moins au complot. On ne s'est pas donné le mot comme affectent de le croire les oligarchies. Cette rencontre est simplement rationnelle. Dans une situation historique donnée, il peut y avoir mille manières de parler de la Révolution, mais il y a une concordance nécessaire entre tous ceux qui sont décidés à la faire. »

On comprend aisément qu'à l'heure où Fidel Castro annonce l'ouverture d'un nouveau front guérillero en Bolivie, les autorités de ce pays entendent mettre à profit l'occasion qui leur est donnée de punir sévèrement celui qu'ils considèrent comme un des idéologues du mouvement révolutionnaire en Amérique latine. □

(1) « Granma ».

(2) Editions François Maspero.

## Poésie

## Un poète polonais

La poésie peut être un chant d'oiseau, le Roi Soleil ou le vent de Bretagne — et prendre parfois un visage tragique façonné par le temps.

Roman Brandstaetter, traduit du polonais par Lucienne Rey, « a beaucoup de souvenirs à nous offrir !... ».

Fuyant le monde « provisoire » dans lequel nous vivons, fuyant les souvenirs cruels de cette guerre absurde (1940), le poète retourne aux sources, vers cette Italie ensoleillée de vestiges grandioses.

Venise aux palais brodés de fils mauresques, Rome au bord du Tibre... l'eau des César coule à travers mon corps... retrouver Eschyle à Syracuse parmi les mimosas et lauriers roses, Palerme et sa cathédrale couleur d'un août doré, rejoindre Empédocle au bord de l'Etna... quitter la Sicile, île morose — tragique marionnette de tous les occupants.

Dante ! — vision sinistre du brave « Topf » retirant des chambres à gaz des

monceaux de chair nue ! « ...O Dante, quelle vision fantastique ! n'est-elle pas digne de ton imagination ?... ».

A travers ces merveilleux paysages italiens, au milieu des rêveries, à la rupture du temps, dans le silence des pierres, le poète invite cet autre maître de la poésie à regarder le véritable enfer de notre civilisation.

Les esclaves de pierre se taisent : reste l'Ombre ! les fours crématoires, eux, ne laissent pas de ruines.

Parler de la traduction, lorsque la plume est française, mais l'âme polonaise !... Puisse-nous entendre une fois encore ce chant d'homme. □

« Deux Muses » traduit par Lucienne Rey chez Paul Chevassus « La Maison rhodanienne de la poésie », 83, rue Pierre Cornille, Lyon.





La vie affolante d'un photographe de mode.

## Cinéma

### Les éclairs d'Antonioni

Jean Helms

Un flash. Veruschka étire ses immenses bras, sa longue chevelure. Un autre flash du photographe de mode de « Blow-up », elle allonge son corps qui n'en finit pas, le tourne, arc-boute ses jambes. Un autre : elle dresse son buste vers Thomas, qui l'embrasse pour l'encourager comme on flatte une précieuse pouliche. La couleur somptueuse scintille aux éclairs de magnésium, s'assombrit, s'accuse. Vous y êtes ? Ce festival de couleurs, c'est le film le plus achevé d'Antonioni.

On voit le héros (David Hemmings), fatigué de cette vie superficielle, s'égarer dans un parc pour prendre une série de photos d'un couple inconnu. La jeune femme (Vanessa Redgrave) veut récupérer la pellicule, au point de se donner à son voleur d'images. Ce dernier ruse, développe les photos et aperçoit un détail qui l'intrigue. Encore un agrandissement et il voit nettement un homme dirigeant son revolver sur celui qui accompagne la femme. Réalité ou rêve comme semble l'indiquer la partie de tennis finale avec une balle imaginaire ? Antonioni nous laisse le choix, mais son tempérament le pousse à concrétiser l'irrationnel. Dès lors, le scénario, réduit à une modeste histoire policière, cède la place au véritable ar-

gument du film : la vie affolante d'un photographe de mode dans une ville en plein bouleversement.

Les séquences les plus réussies prennent leur véritable signification : les séances de pose des mannequins, la boîte de nuit aux auditeurs figés et surtout l'extraordinaire passage où deux filles nues s'enveloppent avec Thomas dans un immense papier mauve pour une partie à trois, la plus enlevée qu'on ait jamais portée à l'écran. Cette agilité sensuelle mérite d'être soulignée car elle rompt avec le conformisme érotique des Ciociara d'exportation, et avec cette spéculation douteuse sur le plaisir à l'honneur dans *Le Désert rouge* ou *La Nuit*. Cette indéniable virtuosité suffisait sans doute pour décrocher le Grand Prix, plus encore pour écraser les autres Italiens. Il est vrai que cette fois c'était l'Angleterre qu'Antonioni représentait. □

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

**Le rouge et le noir**

## Musique

### Merveilleuse Crespin

Bernard Sizaire

Le « new look » wagnérien s'impose progressivement à Paris. Les décors monumentaux et les costumes austères de Wieland Wagner ont heureusement remplacé les oripeaux et le « carton-pâte » de la tradition. Mais une conception qui vise, à travers le dépouillement scénique et la concentration des gestes, à n'exprimer symboliquement que l'essentiel des passions humaines ne peut atteindre totalement son but que dans la mesure où elle est pleinement assumée par tous les chanteurs, qui doivent y adhérer de tout leur être profond comme Régine Crespin.

Cette Française est en effet la meilleure Sieglinde d'aujourd'hui, je n'ai jamais rien entendu d'aussi profond, d'aussi éclatant, d'aussi douloureux. Auprès de cette grande tragédienne lyrique, Anja Silja affronte, à 25 ans, avec une belle audace, le terrible rôle de Brünnhilde : longue et sportive, elle semble parfois sortir d'un campus universitaire. Surprenante et plausible image de la vierge guerrière qui nous change des robustes wagnériennes d'antan ! Le reste de la distribution, de bonne qualité, ne s'est pas toujours maintenu sur les cimes élevées où Crespin nous propulsait.

Hélas ! ces représentations vraiment exceptionnelles demeurent encore réservées à une minorité de riches et d'oisifs. L'art lyrique, domaine des grandes communications, ne peut que se pervertir et s'étioler en refusant le contact populaire.

#### ● Les disques qu'il faut entendre.

*La Walkyrie*. — Malgré la direction de Solti qui néglige le lyrisme interne de la partition et sa continuité au profit des effets spectaculaires, il faut entendre ces disques pour les admirables Crespin et Nilsson qui marquent définitivement leur rôle de leur personnalité vocale et humaine (Decca).

*Tannhauser*. — C'est Anja Silja que nous retrouvons ici dans un de ses enregistrements les plus convaincants. L'opéra le plus populaire de Wagner est placé sous la baguette chaleureuse de W. Sawallish avec une des meilleures distributions bayreuthiennes. Un Tannhauser qui éclipse tous les autres. (Philips.)

*Parsifal*. — Testament de Hans Knappertsbusch qui dirigea dix ans de suite à Bayreuth ce « Mystère wagnérien ». Un document irremplaçable qui permet d'entendre Hotter sobre et douloureux et Jess Thomas, un des plus sûrs ténors actuels. (Philips.)

*Tristan et Isolde*. — Il faut d'abord entendre l'enregistrement historique de Furtwangler (*Voix de son maître*). On n'a jamais conçu Tristan plus lyrique, ni plus incandescent. Mais si l'on réussit à échapper à la fascination de ce flot orchestral, on appréciera la conception intimiste et poétique de Karl Boehm. Nilson et Windgassen incarnent avec passion le couple ardent qu'aucun wagnérien ne peut ignorer. (D.G.G.) □

## Semaine T.V.

● *Du côté de chez Carroll*. — Dans la série « Terre des Arts », Max-Pol Fouchet présente « De l'autre côté du miroir ». Le titre, qui est un hommage au père d'« Alice au pays des Merveilles », le grand poète anglais Lewis Carroll, indique que nous allons pénétrer dans l'univers merveilleux, féérique, surréalisant aussi, de quatre peintres contemporains : René Magritte, Paul Delvaux, Aristide Caillaud, Robert Tatin. (5 juin, 1<sup>re</sup> chaîne, 21 h 10).

● *Tartes à la crème*. — Réalisé par Robert Yougson en 1959, « Quand le rire était roi » est un montage de nombreux films burlesques de la grande époque du muet. On y retrouve bien sûr les très célèbres Charlie Chaplin, Buster Keaton, Laurel et Hardy ; mais aussi dans de désopilantes aventures Ben Turpin entouré de « Bathing beautés », Chester Conklin, Charlie Chase, Fatty et Mabel. A signaler aussi le couple de « stars » Gloria Swanson et Wallace Berry. Témoignage d'un passé prestigieux, ou, quand le cinématographe était roi. (4 juin, 2<sup>e</sup> chaîne, 14 h 30). □

## A lire

● *Vietnam* : Madeleine Riffaud : « Au Nord-Vietnam ». Julliard, 300 p., 18 F.

Un témoignage bouleversant écrit sous les bombes US.

● *Europe* : Heinz Kuby : « Défi à l'Europe ». Le Seuil, 350 p., 19,50 F.

A l'heure de la Conférence de Rome, alors que les options de la gauche sur l'Europe divergent, une analyse de premier plan d'un publiciste allemand. Présentation objective d'un problème complexe qui échappe à toute partialité.

● *Idéologie* : André Gorz : « Le socialisme difficile ». Le Seuil, 244 p.

Un très beau titre pour un livre passionnant. Gorz démontre que le socialisme se distingue d'une simple technique d'aménagement de la société moderne. La mise en garde est plus nécessaire que jamais en une période de tensions et de confusion.

● *Bénigno Cacérés* : « Le mouvement ouvrier ». Seuil, coll. « Peuple et Culture », 288 p., 9,50 F.

Une mise au point rapide et agréable d'une grande page d'Histoire. Très utile pour les stages de formation et les débutants du « socialisme ».



## TEXTE N° 1 : POUR QUE LE P.S.U. JOUE SON RÔLE

Les événements qui se sont produits depuis deux ans et notamment les dernières élections ont mis plus que jamais à l'ordre du jour nos idées sur la solution de gauche, sur l'alternative socialiste; ils leur offrent la possibilité de percer; mais en même temps un nouveau rapport de forces s'est créé au sein de la gauche qui rend plus délicate la position du P.S.U. du fait du renforcement des deux grandes organisations de gauche — P.C.F. et F.G.D.S. — et de leur rapprochement.

Il est grand temps que le Parti prenne conscience de ces réalités nouvelles. Car la question se pose pour l'immédiat: dans un an, le temps de la négociation sera passé.

Et il ne suffit pas de répéter, comme se contente de le faire le texte 2, qu'on recherchera la discussion avec tout le monde, ou, comme le recommande le texte 3, qu'on multipliera les centres de discussion, les colloques, les contacts à la base, toutes initiatives qui demeurent indispensables. La discussion qui compte, dans l'immédiat, celle d'où sortira ou non, dès les prochains mois, un programme commun, c'est celle qui s'engage entre le P.C.F. et la F.G.D.S. Il faut se donner les moyens d'y participer effectivement et efficacement. Nous ne pouvons être simplement les témoins plus ou moins critiques de ce dialogue. Des propositions comme celles qu'a pu présenter P. Mendès France à l'Assemblée, nous devons faire en sorte qu'elles soient au centre de la discussion.

C'est cette première possibilité que nous donnera l'ouverture de la négociation pour un pacte d'association avec la F.G.D.S.: nous demandons en effet à être immédiatement intégrés à la discussion P.C.F.-F.G.D.S. Mais il est évident que nous ne pouvons faire une telle demande si, en même temps, nous n'acceptons pas d'exa-

miner la possibilité d'engagements contractuels avec la F.G.D.S.

C'est pour qu'il s'agisse d'autre chose que d'une simple opération de sommet que nous proposons, en même temps, la tenue de réunions communes régulières à tous les échelons.

Ainsi conçue, il est clair que la formule d'association signifie que le P.S.U. subsiste en tant qu'organisation, qu'il conserve ses structures propres et son propre recrutement. Mais il est associé au processus de construction de l'unité de la gauche, de son renouvellement, d'élaboration du programme commun dans lequel la F.G.D.S. est elle-même engagée.

Le pacte d'association, c'est tout le contraire de la disparition du P.S.U.: c'est le moyen, pour lui, de jouer pleinement son rôle à un moment capital pour l'avenir de la gauche.

Cela ne signifie nullement « tourner le dos aux communistes »: c'est se donner les moyens de participer à la discussion avec eux à l'endroit décisif.

Sur tout cela, la future direction du Parti doit recevoir un mandat précis qui lui permette d'agir: c'est aux militants dans leurs sections qu'il appartient de décider entre les orientations 1 et 2. Le texte 3, qui ne propose en fait aucune orientation politique, ne peut avoir d'autre effet que d'empêcher une majorité de se dégager: dans ces conditions, on assistera à nouveau à des tractations de couloirs en dehors du contrôle des militants et d'où ne sortira une fois de plus aucune décision. La situation que nous avons connue depuis deux ans s'en trouverait aggravée: la direction serait condamnée aux hésitations, aux demi-mesures, paralysée. Ce serait un nouvel Alfortville.

Devant les événements qui se préparent, le Parti ne peut se le permettre. Le courage en politique, c'est de choisir. □

## TEXTE N° 1 : PRÉSERVER L'AVENIR

Depuis qu'existe notre parti, son action a toujours été observée et suivie par une frange de sympathisants (syndicalistes, cadres moyens en particulier) qui pensent à peu près: « Si j'adhère un jour (ou: quand j'adhérerai) à un parti, ce sera au P.S.U. » Ce que ces hommes et ces femmes attendent de nous devrait être une de nos préoccupations majeures, car c'est à travers eux que nous pourrions nous faire entendre des masses. Ils sont nos intermédiaires désignés et nécessaires.

Le problème qu'ils nous posent n'est pas de doctrine ni de programme; sur l'ensemble de nos positions et de nos appréciations, nous avons leur approbation. Et, quant à leur confiance, nous la devons au fait que nous représentons une force intacte, non compromise, soucieuse de solutions neuves et qui n'a jamais transigé sur l'union sans exclusive des formations de gauche. Un atout qui n'a pas encore été joué.

Le problème est essentiellement d'ordre tactique. Il nous est demandé aujourd'hui de faire nos preuves. Tant que la gauche était démoralisée et désunie, on ne pouvait nous reprocher notre impuissance et notre relatif isolement. Dès lors qu'elle remporte ses premières victoires, nos amis comptent que nous allons nous tailler notre place au sein de l'unité qui s'ébauche et que nous avons toujours appelée.

En bref, on nous demande à la fois de rester fidèles à nous-mêmes et de ne plus rester isolés.

Car le danger aujourd'hui est que cette ébauche d'unité se développe entre états-majors des vieilles formations, et que nous soyons mis en demeure, pour finir, soit d'y entrer, soit de demeurer à l'écart sans avoir pu réellement participer aux discussions.

En décembre-janvier déjà, les accords F.G.D.S.-P.S.U. et P.C.-P.S.U., sont apparus comme un simple appendice obligatoire aux accords F.G.D.S.-P.C., faute de notre part d'avoir estimé l'importance du courant d'unité dans le pays.

Si le fait devait se reproduire nous serions réduits à bien peu de chose dans l'esprit de nos sympathisants. A ce moment toutes nos protestations unitaires tous les rappels de nos déclarations et de nos efforts passés ne pèseraient pas lourd au regard du mouvement qui porte les masses du côté où se fait le rassemblement. Et pas davantage ne seraient entendus nos avertissements et nos critiques sur le contenu et les insuffisances de cette unité en marche.

Nous nous serions ôté par avance la possibilité de jouer l'atout qui est entre nos mains.

Or, des deux textes à soumettre au Congrès, celui d'Heurgon, Naville, Servet nous fait apparaître d'emblée comme ceux qui refusent de courir les risques d'un premier rapprochement. Il bloque la situation au départ.

En limitant la discussion au seul programme (et l'on sait qu'il est facile de rompre les pourparlers dès le début d'un débat de ce genre), en refusant d'envisager non pas même et non pas seulement l'adhésion effective à la F.G.D.S., mais le simple engagement d'une procédure susceptible de conduire à une association (et procédure elle-même subordonnée à l'appréciation ultérieure d'un congrès extraordinaire), nous nous fermerions toutes les portes. Et ceci précisément en un moment où la situation ne cesse d'évoluer sur le plan intérieur et extérieur. Nous tueries l'avenir du Parti. □

Colette AUDRY

## TEXTE N° 1 : LA COURSE DE VITESSE

Né dans une période où le mouvement ouvrier, divisé et plus ou moins déconsidéré, apparaissait incapable de redressement, le P.S.U. avait fondé sa stratégie unitaire sur un préalable: la rénovation de la gauche, condition essentielle à son unité. Les possibilités d'union semblaient encore lointaines et conditionnées, pensions-nous par le développement et les progrès de ce courant nouveau qu'était notre Parti. Certains d'entre nous prédisaient par là même le dépérissement de la social-démocratie traditionnelle dont ils rêvaient que le P.S.U. occupe un jour la place sur l'échiquier politique. D'autres encore se laissaient aller à penser que le gaullisme était peut-être, pour la réalisation d'une telle opération, un allié objectif...

Pourtant, en 1965, aux élections municipales et ensuite aux présidentielles, face au gaullisme monopolisateur et après l'échec de l'expérience Defferre, est apparue la nécessité d'un regroupement de la gauche en cure d'opposition. L'élection à la présidence de la République a été l'occasion de ce regroupement dont les raisons profondes étaient, certes, au départ, plus tactiques que politiques. Un courant se développa pourtant autour de la candidature unique de la gauche. Un phénomène d'accélération s'ensuivit qui aboutit au phénomène unitaire du deuxième tour des législatives. Dans ce courant, des regroupements s'opéraient et la F.G.D.S., d'abord apparue comme un cartel électoral, prenait corps tout en intégrant des forces de renouveau et en précisant sa stratégie unitaire.

Devant cette dynamique de l'unité qui exigeait, pour se développer, un certain renouvellement, le P.S.U. s'est senti mal à l'aise. Un « accident de l'histoire » remettait en question sa stratégie et faisait de lui en quelque sorte un corps étranger dans le courant qu'il devait suivre mais sur lequel il n'exerçait qu'une influence réduite.

Cette analyse, autant schématique qu'incomplète, vise simplement à situer les choix que nous devons faire dans cette conjoncture nouvelle que nous ne pouvons ignorer. Mais il n'y a aucune raison de sombrer pour autant dans le pessimisme, bien au contraire; le P.S.U., qui a conservé son potentiel militant malgré ses succès électoraux, doit aujourd'hui préciser quelles mesures il compte prendre pour peser à nouveau sur les évolutions de la gauche.

Faut-il poursuivre cette stratégie du « troisième parti » qui se résout pour l'instant, il faut bien le dire, à mettre « dans la réserve » nos militants, en attendant? En attendant quoi, au fait? Ce ne peut être, hélas! que les fautes éventuelles de nos partenaires de la gauche aux dépens des-

quels serait possible, plus tard, un nouveau développement...

Faut-il modifier notre stratégie en réinvestissant notre capital politique et militant dans la gauche telle qu'elle est, c'est-à-dire convalescente, afin de peser de toutes nos forces pour accélérer les évolutions et rendre plus solide l'unité?

Je suis de ceux qui pensent que la deuxième solution est raisonnable; il serait dangereux, en effet, d'adopter une tactique qui équivale à miser sur de nouvelles difficultés pour la gauche comme conditions d'un redémarrage du P.S.U. dans l'avenir. Ne serait-ce pas se condamner à attendre les coups que le gaullisme pourrait porter à la gauche renaissante? N'est-ce pas, en fait, la politique du pire? On occuperait le Parti par des campagnes d'action dont on parle beaucoup, sans préciser d'ailleurs comment les mener dans la conjoncture présente, ni l'efficacité qu'elles pourraient avoir, et tout cela pour lui permettre d'attendre... quelques nuages dans le ciel bleu...

Aujourd'hui où nos idées progressent (les luttes présentes ne sont-elles pas l'amorce de ce FRONT SOCIALISTE dont nous parlons depuis notre premier congrès?), notre rôle est de jouer de toutes nos forces le jeu de la gauche unie dont nous pouvons être le ferment.

Le refus de l'isolement et de la politique du pire exige également une attitude ouverte, mais aussi vigilante, à l'égard des regroupements en cours qui, dans la simplification de la vie politique en France, constituent pour la gauche un phénomène positif. S'opposer à toute négociation exploratoire avec la F.G.D.S. signifierait aujourd'hui que nous en restons aux querelles d'autrefois, si justes qu'en aient été les motifs, plutôt que d'explorer, avec prudence certes, mais aussi avec audace, les chances d'un plus profond renouvellement.

Nous avons tout à gagner à cette discussion dans la mesure où elle se déroule dans un climat unitaire et permettra à un prochain congrès de trancher sur un dossier clair. Et puis force nous est de constater que, dans la conjoncture présente, la F.G.D.S., parce qu'elle est pluraliste d'une part, et en plein bouillonnement d'autre part, constitue un terrain où notre conception du programme, nos options socialistes et notre volonté d'une plus grande union, peuvent faire des progrès. La course étant engagée entre le courant conservateur de gauche encore puissant et celui du renouveau socialiste qui se développe, le P.S.U. doit peser de toutes ses forces en faveur du second. □

Gérard DENECKER  
(C.P.N. - Corrèze).

## TEXTE N° 2 : REPONSE AU CAMARADE TREMINTIN

Ceux qui refusent d'aller à la Fédération espèrent-ils la victoire de la gauche? A cette question du camarade Trémintin, notre réponse est facile.

— Une telle prétention, une telle volonté d'isolement serait simplement ridicule.

A quoi servirait le meilleur programme sans les moyens politiques de son application, c'est-à-dire sans l'unité des forces populaires? Mais que vaudrait l'unité elle-même sans perspectives politiques?

L'unité de la gauche, ce peut être aussi le chemin des désillusions, du réformisme à la petite semaine, de la caution social-démocrate au capitalisme rafistolé — le chemin des Wilson et des Willy Brandt, des Nenni et des Saragat, pour ne rien dire des Français... Et bien sûr, en France, il y a le Parti Communiste, mais lui-même est-il une garantie, lui-même n'est-il pas prêt à payer bien cher sa rentrée dans la grande famille?

Pour que l'espoir d'aujourd'hui ne débouche pas sur les mêmes réveils qu'en 1923 et en 1945, il ne suffit pas de l'unité, il ne suffit même pas d'un « programme

minimum », c'est-à-dire d'un catalogue de réformes, possibles immédiatement, trouvant en elles-mêmes leur propre fin. Il faut encore que le programme commun soit un véritable programme de transition vers le socialisme, c'est-à-dire un ensemble cohérent de mesures tendant à franchir un certain point de rupture, à briser l'équilibre de la société capitaliste, à créer les conditions de leur propre dépassement par de nouvelles transformations toujours plus profondes et plus avancées. Mais la différence entre un « programme minimum » et un « programme de transition » ne tient pas seulement dans le libellé des articles. Elle tient d'abord aux forces sociales qui le soutiennent et le réalisent.

Avec tous ses défauts, toutes ses insuffisances, le P.S.U. représente à cet égard, par les idées dont il est porteur, par les thèmes qu'il a su développer, un facteur important du renouveau socialiste.

Ces idées, ces thèmes, il s'agit pour nous de les faire sortir du laboratoire idéologique, de les faire passer dans la réalité du courant unitaire. Il faut donc être dans ce courant, là où les luttes se mènent, où les programmes s'élaborent. Certains cama-



rades croient y parvenir à travers la F.G.D.S. Mais ce n'est pas à la F.G.D.S., ce n'est pas dans les négociations d'appareil que se joue la vraie politique, c'est dans les masses elles-mêmes, au niveau des entreprises, des localités, des régions, dans les luttes concrètes contre le néo-capitalisme et ses effets. C'est là que nous devons être présents. C'est là que nous devons peser.

L'appartenance à la F.G.D.S. nous donnera-t-elle plus de poids ? Bien au contraire ! Nous aurions peut-être des strapontins pour les réunions des états-majors mais nous perdriions toute notre audience dans la jeunesse, dans les syndicats, dans le mouvement ouvrier.

Car les gens ne seraient pas dupes, sachons-le bien, d'une soi-disant « association ». Par-delà les subtilités juridiques et les arguties statutaires incompréhensibles du grand public, nous serions la caution de gauche de nos « associés », les oui-mais du radicalisme et de la social-démocratie, les giscardiens de Mollet et de Mitterrand. Même un désengagement ultérieur (dont la possibilité paraît à certains comme une bouée de sauvetage) ne changerait rien à l'affaire. Elle créerait pour l'avenir des conditions plus difficiles que la simple af-

firmation de notre existence et le refus naturel, en dehors de toute polémique, de quelque lien organique, à quelque échelon que ce soit, avec l'un ou l'autre des grands partis, tant que la gauche tout entière ne sera pas réunie.

En refusant d'aller à la F.G.D.S., nous ne prêchons pas l'isolement. Nous rejetons une fois de plus la thèse des deux étapes. Nous condamnons l'idée même d'un regroupement préalable de la gauche « non communiste » comme contraire à notre conception de l'unité socialiste. Nous mettons en garde les camarades qu'une conception à courte vue de l'« efficacité » conduirait à se laisser couper des masses populaires. Nous appelons le Parti à redresser la barre, car c'est dans l'autonomie que nous pouvons le plus efficacement poursuivre l'action commune et la discussion du programme, à tous les échelons, avec toutes les forces de gauche : P.C., F.G.D.S., syndicats, organisations et mouvements divers. L'importance que nous aurons alors ne dépendra pas des bonnes grâces d'un associé mais de notre présence « sur le terrain ». Nous avons confiance dans le P.S.U. pour mener à bien cette tâche. □

Manuel BRIDIER  
(Val-de-Marne).

## □ POUR UN TEXTE 2 AMELIORE

D'où vient cette soudaine fureur négociatrice des signataires du texte 1 ? D'une raison unique : les résultats relativement médiocres du Parti aux dernières élections législatives. Est-ce bien sérieux ? Est-ce que l'enthousiasme modéré qu'a montré pour le P.S.U. le corps électoral le plus vieux que la France ait jamais eu doit suffire à nous faire changer fondamentalement notre orientation ?

Car c'est de cela qu'il s'agit. Quoi qu'on en dise, et puisqu'on semble ignorer l'existence du P.C., il s'agit de regagner le giron de la social-démocratie.

Si les camarades signataires du texte 1 pensent que notre rôle est terminé, que tout est clair dans la gauche française, il faut le dire. Moi, je ne le pense pas.

Quittons le terrain des principes pour celui de l'action. Certains toujours, déçus par les résultats électoraux, disent : « Nous ne sommes qu'un grand club. » Je répondrai qu'un club qui est représenté dans toutes les villes de France importantes, moyennes ou même petites, qui diffuse quantité de journaux et bulletins, qui organise chaque mois des séries de rencontres, de commissions de travail, de réunions publiques, qui (pratiquement *seul aux côtés du P.C.*) participe activement à l'organisation de toutes les grandes manifestations politiques qui ont lieu en France, je dis que c'est là un club auquel beaucoup de partis pourraient avoir l'ambition de ressembler.

Grâce à cette action, si imparfaite soit-elle, nous sommes : 1° un encouragement

pour ceux — rares — qui dans la F.G.D.S. s'efforcent de dépasser le réformisme traditionnel ; 2° un exemple pour les militants du P.C. qui peuvent constater qu'il existe hors de leur parti des militants tout aussi dévoués qu'eux à la cause du socialisme ; 3° un frein pour empêcher la direction du P.C. de se laisser entraîner dans des compromissions sans avenir et 4° pour toutes ces raisons un espoir pour les jeunes.

En nous associant à la F.G.D.S., nous limitons pratiquement notre action au premier point. C'est nous enlever les trois quarts de nos raisons d'être.

Dans l'état actuel des choses, le texte 2 a donc ma faveur.

Mais je souhaiterais qu'en aucun cas ce texte n'apparaisse comme une volonté de repliement du Parti sur lui-même.

C'est pourquoi, dans le 3 (« Le P.S.U. et la coalition de la gauche »), je voudrais que soit encore plus clairement exprimée l'idée que le P.S.U. ne se présente pas comme une fin en soi mais dise sa volonté de voir finalement se regrouper en un seul Parti Socialiste toutes les forces anticapitalistes de notre pays. Je sais que ces idées sont déjà exprimées dans le texte mais je pense qu'il faudrait dire nettement qu'il ne s'agit pas là d'un vœu pieux réalisable à très long terme mais d'un effort à entreprendre dès maintenant par le Parti en liaison avec la recherche d'un programme commun de caractère socialiste. □

A. PONCHEL

(Secrétaire fédéral de l'Yonne).

## □ TEXTE N° 2 : SUR UN CONTRAT ET SUR UN NOUVEAU TEXTE

Au moment où sections et fédérations vont commencer à voter, deux éléments nouveaux viennent d'être versés dans la discussion ; des signataires du texte 2 voudraient dire nettement ce qu'ils en pensent :

1) Les rédacteurs du texte 1 ont présenté leur projet d'association. C'est avec surprise que nous l'avons lu : depuis un mois ces camarades argumentent pour une stratégie se situant à l'intérieur de la F.G.D.S., qui donnerait de plus grandes possibilités au courant de renouveau socialiste. Nous pensions qu'ils allaient nous dire : voilà quels liens nous établirions avec ceux qui, notamment à la Convention, sont les plus proches de nous ; voilà quelle sera notre position dans le débat actuel qui vise à transformer cette Fédération en un Parti

Socialiste ; voilà quels moyens nous prendrions pour participer au choix et au contrôle des directions départementales ou nationales. C'était cela la logique de leur position. Sans doute ne nous auraient-ils pas convaincus, mais leur option aurait incontestablement gagné en rigueur.

Or, voilà qu'on nous propose un mauvais compromis, du genre de celui que fut lors de l'élection présidentielle celui de la campagne autonome : perte de tous les avantages de l'indépendance, sans gagner aucun de ceux de l'intégration. En fait, comme la campagne autonome ne fut qu'un palier provisoire et vite dépassé, chacun sent que l'association ne serait que le premier pas vers une intégration pure et simple. On nous dirait très vite qu'au moment où la Fédération évolue vers la fusion de ses fa-

milles, la quatrième à peine constituée ne pourrait rester isolée sous peine d'être incomprise. Daniel Mayer, ici même, dans sa tribune de la semaine dernière, ne fixait-il pas la date de l'automne pour que tout soit terminé ?

Que vaudraient les garanties obtenues sur la liberté d'expression, le maintien des structures ou du recrutement du P.S.U. ? Ce sont là des attributs de l'indépendance et l'indépendance en est la seule garantie. Quelle compensation obtiendrions-nous en échange ? Un strapontin autour du tapis vert dans les négociations sur le programme qui vont s'ouvrir entre P.C. et F.G.D.S.

Mais pour y défendre quelle conception du programme ? Le plus grave dans ce projet c'est bien la nouvelle méthode qu'il propose pour une telle discussion : — il y aurait, nous dit-on les points sur lesquels un accord est possible et là nous accepterions des abandons de souveraineté ; — sur les autres points, ceux où l'accord ne serait pas réalisé, nous conserverions notre liberté d'action. Nous voilà revenus au programme tiroir et à l'accord minimum, qu'illustrait déjà fâcheusement le catalogue du texte 1. On serait par exemple autonome en politique internationale, mais intégré dans le domaine économique, comme si la stratégie des luttes contre l'impérialisme américain pouvait distinguer l'agression militaire au Vietnam de la mainmise économique en Europe Occidentale. C'est toute notre conception d'un programme cohérent et global qui se trouve remise en cause et rien ne montre mieux à quel point il est dangereux de lier la solution des problèmes de structure à celle des questions de fond.

2) La sortie d'un troisième texte a suscité de vives réactions : l'intrus gêne ses aînés qui, paradoxalement, s'entendent pour dénoncer en lui un agent de la confusion. Nous préférons nous en tenir au fond et engager sur ce point le dialogue avec les

défenseurs du texte 3. Si la position de ces camarades était radicalement différente de la nôtre, un tel dialogue n'aurait pas de sens et ne pourrait déboucher que sur de mauvais compromis tactiques. Force est au contraire de constater que sur la question essentielle qu'aura à trancher le Congrès, la convergence est frappante. Les 5 choix du texte 3 excluent « tout accord organique avec la F.G.D.S. » (T.S. 329, p. 14, 3<sup>e</sup> colonne) ; ces camarades ne sont donc pas proches de nos positions : ils sont sur nos positions. Dès lors, la clarté comme l'efficacité impliquent que nous trouvions les moyens de dire « Non » ensemble.

Que cette réponse soit insuffisante, c'est l'évidence. Ce dont nous voulons discuter avec les camarades du texte 3, c'est du contenu positif de la réponse à apporter. Aucune difficulté sur leur premier point visant la discussion du programme ni sur les campagnes prioritaires du second point, puisque ce sont les nôtres. Pas de désaccord non plus sur les comités de liaison de toute la Gauche proposés au point 3 et qui donnent effectivement une réalité concrète au projet de Confédération de la Gauche qui dans le texte 1 n'apparaissait que comme un vœu pieux. Les Comités consultatifs avec la F.G.D.S. proposés au point 4 nous paraissent d'une grande lourdeur et d'une efficacité douteuse, mais c'est une initiative dont on peut débattre. Enfin, il n'y aura pas grande difficulté à se mettre d'accord sur le calendrier et les formes des consultations du Parti.

C'est à cette discussion que doivent tout de suite s'atteler les sections et fédérations, sans aucun patriotisme de texte. L'enjeu, on le connaît : c'est l'ampleur de la majorité qui permettra au P.S.U. dès le lundi 26 juin prochain, de se remettre au travail pour accroître son influence et conquérir de nouvelles positions dans l'alliance de toute la Gauche. □

## □ APPEL POUR LE TEXTE 3

La plupart des militants du P.S.U. sont dans l'embarras : soumis à un référendum, ils sont dans une situation comparable à celle de l'électeur de la V<sup>e</sup> République. De plus, nous nous rendons tous compte que notre Congrès court le risque de débats passionnés, dans un climat rappelant les heures tristes d'Alfortville (autre congrès qui s'est déroulé à la « lumière » des législatives).

Car, pour toute la presse et pour tous nos partenaires, la question du Congrès c'est : « Le P.S.U. entrera-t-il ou non à la F.G.D.S. ? » Tous les développements sur le programme et les moyens d'action disparaissent du fait de l'opposition de ces deux textes, qui finalement met en relief la seule question de nos rapports avec la F.G.D.S.

Le référendum auquel nous sommes soumis aurait sa raison d'être si nous avions à choisir dès l'automne entre nous rallier ou disparaître. Mais qui ne voit que l'urgence n'est pas réelle et que bien d'autres questions doivent être débattues ? Dans les conditions présentes, malgré la volonté des signataires, ce choix trop simple risque de nous conduire soit à un ralliement résigné, soit à un repliement sur nous-mêmes, qui laisserait aux dirigeants des appareils traditionnels de la gauche le soin de faire la « vraie » politique.

Le bon sens ici peut être plus utile que beaucoup d'analyses théoriques : notre débat s'engage moins de trois mois après les élections législatives ; cela ne risque-t-il pas de nous inciter à trop privilégier cet événement par rapport aux autres ?

Tout le monde sait que dans ce scrutin de notables nous ne sommes pas les mieux placés : pourquoi baser sur son résultat la mesure de nos forces par rapport à celles de nos partenaires, implantés depuis longtemps ?

De plus, nous avons connu ici et là quelques succès. Il serait hâtif de les attribuer à la seule personnalité de nos candidats. Essayons plutôt de voir comment ont travaillé les sections et fédérations du P.S.U. pour arriver à ces résultats, pourquoi certaines ont réussi mieux que d'autres.

Tentons de mesurer les progrès que nous avons pu provoquer dans la prise de conscience de l'opinion, dans les prises de position des militants d'autres organisations. Examinons nos possibilités réelles : on s'apercevra sans doute que nos succès sont dus tout à la fois au travail des militants, aux initiatives que nous avons pu prendre et au type de relations que nous avons établies avec les autres partis de la gauche et les forces syndicales et populaires. Donnons-nous une direction capable de faire cet inventaire, capable aussi d'initiative et assez sûre de nos forces et de nos idées pour refuser le sectarisme. Donnons la priorité au programme dans nos discussions avec la F.G.D.S. et aussi avec le P.C. Faisons le bilan dans un an : nous saurons alors mieux sur qui nous pourrions compter chez nos alliés pour lutter avec nous pour le renouveau de la gauche.

De nombreuses réactions montrent que ce point de vue est partagé par beaucoup. Et il faut féliciter les camarades qui ont proposé et élaboré le texte n° 3 qui nous paraît offrir la seule solution raisonnable : certaines de ses propositions peuvent être discutées mais son adoption comme base de travail permettrait ce que nous considérons tous comme indispensable : maintenir l'action autonome du courant de renouveau socialiste et ne pas nous couper du reste de la gauche. □

G. Boulloud, M. Serratrice, M. Hollard (C.P.N.), X. Rousset (C.P.N.) (Isère) ; André Barthélemy (C.P.N.) (Rhône) ; M. Poensin, G. Léotard (Savoie) ; Jacquinet, R. Quellet, Hugon (Haute-Savoie).



 Production

# Si vous êtes un éleveur français

Jean-Lucien Aguié

Nous sommes dans le Ségala, près de Réquista, en Aveyron. Des exploitations semblables à celle de Norbert Tarroux, il y en a beaucoup dans le Massif Central. Beaucoup dans les régions de France dites « marginales » où le cultivateur, faute de grands moyens, tire son revenu de l'élevage.

Norbert Tarroux est un homme de 40 ans; intelligent. Il pense beaucoup. Il voit des solutions. Elles lui paraissent évidentes. Mais il y a loin de la conception à la réalisation...

## Monsieur Tarroux

— Combien d'hectares, monsieur Tarroux ?

— Dix-huit, en surface agricole utile... J'éleve des bovins, veaux de boucherie, des porcelets et je « fais » — ou plutôt, ma femme « fait » — un peu d'aviciculture.

— Êtes-vous satisfait, monsieur Tarroux ?

— Je n'ai pas trop à me plaindre... Bien sûr. Tarroux ne se plaint pas. Avec ténacité, il essaie d'obtenir, sur cette petite exploitation, les meilleurs résultats. Fidèle à son travail, il ne se plaint pas, pas plus que ne se plaignent les centaines de milliers d'éleveurs qui peinent comme lui. Tarroux exploite neuf vaches pour le veau et trois truies pour la production de porcelets. Il obtient, bon an mal an, huit veaux dont le prix de vente laisse environ 750.000 anciens francs. Il faut préciser que dans sa commune, Norbert Tarroux a constitué un groupement d'éleveurs et qu'il livre sa production à la Coopérative (COVITARN) et SICA viande. Il a eu ainsi un prix garanti. Je dis bien il a eu, car ce prix garanti n'est plus reconduit cette année. Le F.O.R.M.A. (Fonds d'Organisation et de Régulation des Marchés Agricoles) n'intervient pas sur le veau de boucherie. En fin de compte, les résultats ne sont pas trop mauvais comparativement à ceux qu'obtiennent d'autres éleveurs soumis aux aléas du marché.

Il a vendu pour 350.000 anciens francs de porcelets. L'aviciculture (œufs, poulets, lapins, pintades, canards gras) lui laisse environ 500.000 anciens francs. Si l'on ajoute deux ou trois porcs gras, nous obtenons un revenu brut de près de 2 millions d'anciens francs.

Pour limiter les prix de revient, Tarroux utilise au maximum les possibilités de la ferme. Il produit la majeure partie des aliments nécessaires à son bétail. Mais celui-ci consomme à peu près tout ce qu'il pro-

duit (céréales, fourrages). C'est dire que, en dehors de la vente des produits animaux, il ne vend rien d'autre.

Cette production ne se fait pas sans frais. Toutes ces dépenses dépassent annuellement le million d'anciens francs.

Il reste donc à notre agriculteur moins d'un million d'anciens francs. La ferme, bâtiments, terres, animaux, matériel représentent une mise de fonds importante qui, placée ailleurs, rapporterait un intérêt appréciable. Que reste-t-il donc pour le salaire de Norbert et de sa femme ? Que reste-t-il pour vivre décemment ? pour leur permettre d'élever correctement leur garçon de 11 ans et l'envoyer bientôt au lycée distant de 40 km ? Que reste-t-il ? Et pourtant, je vous fais remarquer que Tarroux est un excellent agriculteur, que beaucoup n'obtiennent pas ces résultats, que beaucoup ont moins de vaches que lui et qu'ils doivent vivre.

Je fais également remarquer que les résultats ci-dessus sont ceux de l'exercice écoulé. Tarroux n'étant pas chef d'exploitation. Sur cette exploitation, il y avait donc à peu près trois unités de travailleurs (les femmes étant comptées pour demi-unité). Le revenu peut donc être évalué à moins de 300.000 anciens francs par travailleur. C'est peu, bien peu...

## Pas de déjeuners sur l'herbe

— Prenez-vous des loisirs ?

L'homme et la femme me regardent. Est-ce que je plaisante ? Je le sais bien, allez, qu'ils ne prennent pas de loisirs. Je sais bien que les bêtes exigent leur présence effective tout au long de l'année, jours de fêtes et dimanches compris.

— Même si on ne travaille pas, il faut être là... Il y a les soins, la nourriture, il y a les mises bas... Il y a la nécessité d'être là pour que tout aille bien... Entente avec les voisins ?... Partir quinze jours ! Ce n'est pas possible, voyons ! Tout au plus, la surveillance du troupeau peut être confiée à un étranger pour un temps très limité, une journée, pas plus... Des loisirs ?... Nous voudrions bien, pourtant !...

Ils sont un million et demi d'éleveurs, en France, vivant comme Norbert Tarroux, ou vivant plus mal. Ils sont un million et demi, soit, familles comprises, environ 5 millions de personnes attachées à leurs exploitations, privées de « loisirs » en cette époque de civilisation dite « de loisirs »...

Qu'ils « fassent » le lait ou la viande, qu'ils « fassent » le porc ou tout autre élevage, les problèmes sont sensiblement les mêmes.

Et pourtant, les productions animales constituent le plus important secteur économique avec ses 30 milliards de francs de chiffre d'affaires à la consommation. Elles représentent plus de 60 % des produits de l'agriculture. La consommation de viande représente 11,5 % des dépenses globales des consommateurs, soit 34,6 % des dépenses alimentaires. Et cette consommation ira en croissant. Pourquoi donc l'éleveur n'a-t-il pas un meilleur sort ?

## Pourquoi les éleveurs vivent mal

Il faut examiner le caractère de l'élevage en France.

Aux deux bouts de la chaîne, il y a deux grands problèmes. D'un côté, le secteur de la production, atomisé, dispersé, inorganisé. De l'autre, le secteur de consommation avec ses millions d'acheteurs, eux-mêmes dispersés, inorganisés. Entre les deux, il y a le circuit de la viande. Le vieux circuit que tout le monde connaît, depuis le maquignon qui collecte et achemine les animaux vivants, en passant par l'abattage, la cheville, le commerce des carcasses avec tous les seigneurs de la viande et, pour finir, l'étal du boucher détaillant, lequel reçoit la marchandise après le grossiste, le demi-grossiste...

Ce circuit traditionnel est en train d'éclater avec l'apparition des grandes chaînes de distribution, avec la mise en place de toute une organisation, de production sous contrat entre les éleveurs et l'industrie des aliments du bétail aux mains du grand capital, très souvent étranger. Un jour, le producteur se retrouvera, salarié sans salaire garanti, le plus misérable des façonniers.

Cette dispersion des éleveurs, cette inorganisation du marché de la viande laissent l'éleveur désemparé et d'une extrême vulnérabilité. Il produit et il n'est plus maître de son produit dès que celui-ci est commercialisable. Que peut l'éleveur face aux puissances d'argent si bien organisées ? Seul, il ne peut rien. Le secteur coopératif est trop peu développé et trop faible. Une certaine souplesse a été donnée au marché de la viande et quelques espoirs sont permis grâce aux S.I.C.A. Mais plusieurs d'entre elles ont sombré. Il est évident que dans l'état actuel de l'économie capitaliste, où seul le profit compte, il ne faut pas espérer une amélioration.

## Les erreurs du profit

Une planification est nécessaire. Mais une planification socialiste qui aurait pour objectif d'une part l'amélioration du sort des producteurs, de l'autre le maintien du pouvoir d'achat des consommateurs.

Norbert Tarroux me disait :

— Il faut changer beaucoup de choses. Tenez, nous vendons des

veaux légers pesant 160 kg environ, donnant 110 kg de viande nette. Si nous augmentions le poids de 50 kg par carcasse, cela ferait, pour un million de têtes, 50 millions de kg de carcasses sans grande augmentation des frais de production. Cela intéresse le consommateur. Mais, hélas ! on ne commercialise pas cette viande. Il faut du veau léger et blanc. C'est de la viande chère, produite par consommation exclusive de lait...

« Nous souhaiterions, ajoute encore mon interlocuteur, être assurés de vendre, à un prix honnête. Le contrat paraît séduisant. Mais nous ne pouvons pas nous engager avec n'importe qui, sans garanties. Il faudrait développer le secteur coopératif, la vente en carcasses... Mais pour cela, il faudrait une aide efficace.

— Et la loi sur l'élevage du 28 décembre 1966 ?

— Elle est inadaptée dans l'état actuel aussi bien pour le producteur que pour le consommateur...

Les organisations agricoles ont dénoncé l'insuffisance et le leurre de cette loi. « Il ne faut pas que ce soit un saupoudrage », disait Raoul Serriès. Il faudrait, pour qu'elle soit efficace, que la distribution des crédits soit régionalisée. Car il est anormal que les régions riches, céréalières en particulier, soient aidées, dans leur volume global, autant et même plus que les régions pour lesquelles l'élevage constitue la source unique de revenus.

Il faudrait aider la production à sortir de sa forme archaïque, tout en préservant peut-être la garantie de sérieux apportée par le petit producteur. Car n'est pas éleveur qui veut. Il y faut un sens particulier. Une vocation.

Il faudrait donc une aide importante pour organiser la production. Sans doute, en développant d'abord la formation technique afin de mettre les producteurs au niveau des formidables progrès techniques et scientifiques. En développant ensuite la formation économique indispensable pour l'adaptation au monde moderne.

Mais il ne suffirait pas de former les hommes, il faudrait aider les régions traditionnelles d'élevage afin qu'elles puissent investir. Les petits éleveurs ne peuvent pas, faute de moyens financiers, moderniser leurs élevages.

Enfin, il faut que se développe un secteur coopératif puissant, allant de plus en plus loin dans la commercialisation de la viande. Un secteur coopératif qui prendrait le relais des grands ensembles capitalistes.

Depuis la production, jusqu'à la vente, l'éleveur pourrait ainsi être suivi et avoir l'assurance d'un avenir meilleur.

Le consommateur y gagnerait également. Il faut choisir, entre une économie du profit qui écrase et ignore l'homme et une économie au service de l'homme qui rechercherait son développement harmonieux.

Nous voudrions que vous, qui consommez le bifteck, connaissiez ceux qui le produisent... □